

JUN 8/11/2018

La forêt vaut bien une marche

La marche pour la forêt est une action de sensibilisation entreprise par de nombreux salariés de l'ONF dans la France entière. Les forestiers étaient de passage la semaine dernière en Haute-Marne.

Quel avenir pour la forêt publique française ? Pour les agents de l'Office national des forêts (ONF), c'est là un grand sujet d'interrogation, de préoccupation. En déficit («30 millions d'euros par an»), l'établissement public subit en effet des réductions d'effectifs depuis longtemps dénoncées par les responsables syndicaux. «Depuis les années 2000, nous avons perdu 30 % de nos postes», rappelle ainsi Sébastien Failliet. Et le représentant du Snupfen 52 précise que 225 nouvelles suppressions d'emploi sont programmées en 2019. «Veut-on encore une gestion des forêts publiques ?», interpelle l'agent haut-marnais, qui participait cette semaine à la Marche pour la forêt.



Les agents marcheurs ont rallié Leschères mercredi soir.

La Marche pour la forêt, c'est une initiative, sous forme de relais, destinée à sensibiliser élus, propriétaires forestiers,

habitants sur les bouleversements vécus par l'ONF et leurs conséquences. Partis de Strasbourg, Mulhouse, Valence, Perpignan, les agents - qui, présentent-ils, manifestent sur leurs congés - doivent se donner rendez-vous, fin octobre, à Tronçais (Allier), lieu emblé-

matique de la forêt française. Mardi, ils étaient ainsi à Poissons, où le maire a accueilli quatorze marcheurs. Mercredi, ils ont gagné Leschères-sur-le-Blaiseron, et jeudi, ils avaient rendez-vous à Rizaucourt, pour rencontrer Michel Berthelot, président

des Communes forestières de Haute-Marne (lire par ailleurs). Tous sont attachés à ce que le régime forestier conserve ses trois missions : l'accueil du public, la production de bois, préservation de l'environnement.

L. F.

«Je ne suis pas qu'un coupeur de bois»

Jeudi, Michel Berthelot, ancien maire de Rizaucourt-Buchey, a accueilli la délégation haut-marnaise (Suize-Blaise) pour débattre avec elle des problématiques actuelles touchant à la gestion des forêts publiques. De plus en plus soumises aux «lois du marché», les forêts publiques françaises (4,6 millions d'hectares) sont menacées par une industrialisation et une financiarisation croissantes. Une politique qui privilégie la rentabilité au détriment de la préservation des écosystèmes et qui conduit à une mutation des métiers de la forêt (plus de 40 suicides en quinze ans). Les changements ont d'ailleurs été progressifs, la tempête de 1999 étant l'un des éléments déclencheurs. Après cette catastrophe, il fallait trouver des solutions, «il y a d'ailleurs eu beaucoup de recherches et de pistes judicieuses», nous explique Sébastien Failliet, représentant syndical de l'ONF en Haute-Marne, «mais on les a laissées tomber pour ne privilégier que la rentabilité». Les conséquences de cette politique sont nombreuses, et inquiétantes : baisse notable des effectifs (suppression d'un quart des postes en 15 ans en France, la moitié des postes parfois dans certaines unités territoriales), dégradation des conditions de travail (le garde forestier devenant un agent

patrimonial qui gère un portefeuille), et enfin et surtout abandon des missions environnementales. «On va vers une standardisation des bois, les plantations devenant mono-spécifiques pour coller aux demandes de l'industrie, on en délaisse toutes les autres essences. Il n'y a plus de réflexion globale sur une gestion durable et multifonctionnelle», ajoute-t-il. Michel Berthelot, qui connaît bien la filière bois, notamment dans la région Grand Est qui est motrice dans ce domaine, refuse aussi cette tendance à la privatisation de ce secteur public. «L'ONF doit rester l'interlocuteur unique», dit-il. Les forêts publiques rendent d'innombrables services, en créant de l'emploi et en protégeant la nature, elles ne doivent pas devenir «des usines à bois». Les marcheurs, qui ont pris sur leurs jours de congé pour participer à ce tour des communes, dormaient le soir à Rizaucourt. Le lendemain, ils partaient pour Longchamp, suivis par de nouvelles personnes et par des membres de la Protection civile. Des soirées débat seront organisées prochainement, comme à Joinville le 20 novembre, avec la projection du film «Le temps des forêts».

De notre correspondante Aurélie Chenot